

***Etude de l'interaction entre les ressources pétrolières, la gouvernance et la croissance économique dans l'Association des producteurs de pétrole africains (APPA)***

***Study of the interaction between oil resources, governance and economic growth in the Association of African Petroleum Producers (APPA)***

-AMRI Khira : Doctorante à l'université de Bejaia, khiraamri27@yahoo.fr\*  
-OUKACI Kama : Professeur à l'université de Bejaia, oukacikamal@yahoo.fr

Received:27/10/2019

Accepted :03/01/2020

Published :15/01/2020

***Abstract:***

*For several years, developing countries rich in oil resources have been considering oil as an engine of growth, because the revenue generated from its export provides a significant financial windfall with an opportunity to support the growth of the countries considered. In this context, this study aims to examine the interactive impact of oil endowment and governance on the economic growth of member countries of the African Petroleum Producers Association (APPA). Analysis of data on economic and institutional performance, the results indicate that the most oil-rich countries have low rates of economic growth and poor institutional qualities.*

**Keywords:** APPA, Oil Resources, Economic Growth, Governance.

**Jel Classification Codes :** XX, XX.

***Résumé :***

*Depuis plusieurs années, les pays en développement riches en ressources pétrolières considèrent le pétrole comme moteur de la croissance, car les recettes générées de son exportation fournissent une manne financière importante ayant une opportunité pour soutenir la croissance des pays considérés. Dans ce contexte, la présente étude vise à examiner l'impact interactif de la dotation en ressources pétrolières et de la gouvernance sur la croissance économique des pays membres de l'association des producteurs de pétrole africains(APPA). L'analyse des données portant sur la performance économique et institutionnelles, les résultats indiquent que les pays les plus nanties en ressources pétrolières enregistrent de faibles taux de croissance économique et de mauvaises qualités institutionnelles.*

**Mots clés :** APPA, Ressources Pétrolières, Croissance Economique, Gouvernance.

**Codes de classification Jel :** XX, XX

---

\* khiraamri27@yahoo.fr

## **Introduction**

Depuis plusieurs années, les ressources naturelles occupent une place prépondérante dans les questions de développement économique des pays. Les ressources pétrolières en tant que source de richesse peuvent accroître la prospérité par le biais de la production ou d'exportation, comme elles peuvent entraver la croissance économique à long terme par leur épuisement.

Dans ce cadre, de nombreuses études soulignent, que les pays les plus dotés en ressources naturelles, particulièrement pétrolières, auraient une croissance économique moindre que des pays pauvres en ces ressources. Cette relation négative entre les ressources naturelles et la croissance économique, s'appelle la « malédiction des ressources» (Auty 1992) (Bensafta, 2016). Ce phénomène est expliqué par le fait que l'abondance en ressources minières et pétrolières impacte la qualité des institutions. Certains auteurs concluent que de bonnes institutions sont nécessaires pour échapper à la malédiction des ressources.

L'association des Producteurs de Pétrole Africains regroupe un certain nombre de pays africains riches en pétrole<sup>†</sup>. En effet, le pétrole constitue une ressource incontournable à leur économie en représentant en moyenne 80% des exportations de ces pays. Mais, malgré cette abondance, de nombreux pays de cette région affichent singulièrement des standards de niveau de vie inférieurs à ceux qui en sont moins dotés.

La question principale qui se pose donc dans cette étude est « qu'elle est la nature de la relation existante entre l'abondance en ressources pétrolières, la qualité de la gouvernance et la croissance économique des pays d'APPA ? ».

De cette problématique, découlent d'autres questions secondaires à savoir :

- Quel est l'impact de la dotation des ressources pétrolières sur la croissance économique ?
- Y'a-t-il un lien entre l'abondance en ressources pétrolières et la qualité des institutions ?
- Quels sont les pays de la l'association les plus touchés par la malédiction des ressources ?

Pour répondre à la problématique posée, nous avons mis un certain nombre d'hypothèses :

- La dotation des ressources pétrolières peut avoir des effets positifs et négatifs sur la croissance selon la qualité des institutions ;
- La majorité des pays les plus riches en ressources pétrolières dans l'association, se caractérisent par des faibles taux de croissance et de mauvaises qualités institutionnelles.

L'importance de cette présente étude réside dans l'importance des résultats obtenus et sa valeur ajoutée aux études précédentes.

Cependant, le but majeur de l'étude est de montrer l'ampleur de l'influence de l'abondance des ressources pétrolières sur la croissance économique en impliquant la qualité des institutions dans les pays considérés.

A cet effet, nous avons proposé une analyse descriptive analytique pour éclaircir l'importance des résultats obtenus en analysant le processus économique et institutionnel des pays. Notre étude s'articule sur trois sections : La première section est dédiée à une revue de littérature sur la relation entre les ressources naturelles, la croissance économique et la qualité des institutions. La deuxième section est consacrée à l'analyse de la performance économique et institutionnelle de l'APPA. Dans la dernière section nous procéderons à une analyse empirique en utilisant la méthode d'analyse en composantes principales (ACP).

## **I-Ressources naturelles, croissance économique et institutions : une revue de littérature**

L'impact des ressources naturelles sur la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études au cours des deux dernières décennies. Au cœur de ces études se trouve de

---

<sup>†</sup> Les pays d'APPA sont : « l'Algérie, l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Congo, la RD Congo, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Gabon, le Ghana, la Guinée Equatoriale, la Libye, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Soudan et le Tchad ».

diverses controverses : certaines études montrent que les ressources naturelles, au lieu d'être une aubaine à la croissance économique, comme le capital physique et humain, elles ont un impact négatif sur la croissance économique, mais d'autres études accordent une relation positive entre l'abondance en ressources naturelles et la croissance économique.

Sachs et Warner (1995) sont parmi les premiers auteurs à avoir identifié la malédiction des ressources par le mécanisme de syndrome hollandais, selon lequel les rentes tirées des ressources naturelles entravent la compétitivité de secteur manufacturier dans l'économie en diminuant ses exportations, en raison de l'appréciation du taux de change suite à l'augmentation de la demande de monnaie sur les ressources naturelles, cela tend à empêcher donc la croissance économique. (Alexandre Fortier, 2014, p. 12) A l'inverse de Sachs et Warner (1995). Subramanian et Sala-i-martin (2003) en se basant dans leur étude sur les ressources pétrolières et minières, considèrent que les ressources naturelles ne représentent pas un effet direct sur la croissance économique, mais plutôt un effet négatif sur les institutions, qui influenceraient par la suite négativement la croissance économique. (Louis Marie, 2009, p. 5).

Subramanian et Sala-i-Martin (2003) soulignent que les ressources naturelles semblent avoir un effet significatif et négatif sur la croissance économique à travers la mauvaise qualité institutionnelle qui se manifeste dans les pays. En examinant la qualité des institutions, ils concluent que les ressources n'ont pas d'effet significatif sur la croissance. Ce qui contredit aux conclusions de Sachs et Warner (1995), selon lesquelles, une dotation en ressources naturelles pourrait être plutôt une bénédiction qu'une malédiction. De leur côté, Brunnschweiler et Bulte (2006) soulèvent une causalité inverse dans laquelle la dépendance aux ressources naturelles est endogène en termes de la qualité institutionnelle. Ce qui explique qu'en l'absence d'institutions qualifiées, il existe une tendance à dépendre des exportations primaires.

Mehlum et al. (2006) soutiennent également que dans les économies, où les secteurs de la production et de la recherche de rente se soutiennent mutuellement et les ressources naturelles sont bénéfiques. (Mesbahi, 2018, p. 109) Cependant, la concurrence entre ces deux secteurs transforme les ressources naturelles en malédiction. Et indiquent que même si les institutions ne sont pas endogènes en ce qui concerne les ressources naturelles, l'impact de celles-ci sur la croissance est déterminé par leurs qualités institutionnelles. Bhattacharyya et Hodler (2010) montrent également qu'en l'absence d'institutions démocratiques, l'abondance des ressources naturelles augmente la corruption (Mabali, 2018, p. 34). Dans un article récent, Moshiri (2015) vérifie que les chocs pétroliers ont un effet asymétrique sur la croissance économique des pays exportateurs de pétrole et montre comment cet effet dépend de la qualité institutionnelle. Dans les pays exportateurs de pétrole de bonne qualité institutionnelle, les chocs pétroliers n'ont pas d'effet majeur sur la croissance comme dans les pays à qualité institutionnelle médiocre, les chocs pétroliers négatifs détériorent la performance économique, mais les chocs pétroliers positifs ne génèrent pas de croissance à long terme. (Moshiri & Hayati, 2017, p. 667)

## **II- Analyse de la performance économique et institutionnelle des pays d'APPA**

Dans cette section nous nous intéressons à l'analyse des grandes caractéristiques économiques et institutionnelles des pays d'APPA, mais avant d'aborder cette analyse, il y'a lieu de présenter d'abord l'Association des Producteurs de Pétrole Africains (APPA).

### **II-1- Présentation de l'APPA**

L'Association des Producteurs de Pétrole Africains est une organisation intergouvernementale de pays africains, producteurs de pétrole, dont le but est de promouvoir les initiatives communes suite à la crise pétrolière des années 1985-1986, qui a engendré de diverses défaillances, économiques, politiques et sociales en introduisant des politiques de

stratégie de gestion dans tous les domaines de l'industrie pétrolière afin de permettre aux pays membres de tirer profit des activités d'exploitation de pétrole. En effet, la mise en place officielle de cette association c'était en 1987, suite à la réunion de huit pays Africains (Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Congo, Libye, Nigeria et RD Congo) à Lagos, d'où le siège se situe à Brazzaville au Congo-Brazzaville. Aujourd'hui l'association comporte 18 pays africains producteurs de pétrole (Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Congo, RD Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Gabon, Ghana, Guinée Equatoriale, Libye, Mauritanie, Niger, Nigeria, Afrique du Sud, Soudan et Tchad) qui sont l'ensemble des pays qui détiennent la quasi-totalité des réserves et de la production de pétrole et de gaz de l'Afrique.

## **II-2- Le potentiel pétrolier des pays d'APPA**

Depuis quelques années, les économies d'APPA se sont tournées vers la production et l'exportation des quantités énormes de pétrole avec des moyens d'exploration très avancés. L'amélioration des conditions de forage offshore dans les années 1980, et la position stratégique de nombre important des gisements qui se trouvent au large des côtes, a fortement contribué à l'accroissement de la production du Golfe de Guinée. Les découvertes de gisements se sont poursuivies également, dans la Guinée équatoriale en 1996 et la Mauritanie en 2006.

Les gisements offshore de la zone d'APPA constituent près d'un tiers des gisements mondiaux existants. Bien que l'Europe et les Etats-Unis en constituent les grands importateurs, le pétrole africain couvre les diverses régions du globe, notamment les pays émergents comme la Chine et dans une moindre mesure, l'Inde. En effet, la dépendance de certains pays au pétrole de la zone est importante, comme la France qui importe près de 36% de son pétrole principalement de l'Afrique du Nord, tandis que, les Etats-Unis (20%), la Chine (30%), l'Inde (20%) s'approvisionnent pratiquement dans les pays du Golfe de Guinée. Quant aux pays d'APPA, leur dépendance aux revenus pétroliers n'est pas limitée, elle représente plus de 40% du budget de l'Etat en Algérie, 70% au Nigeria. (Munier, 2016)

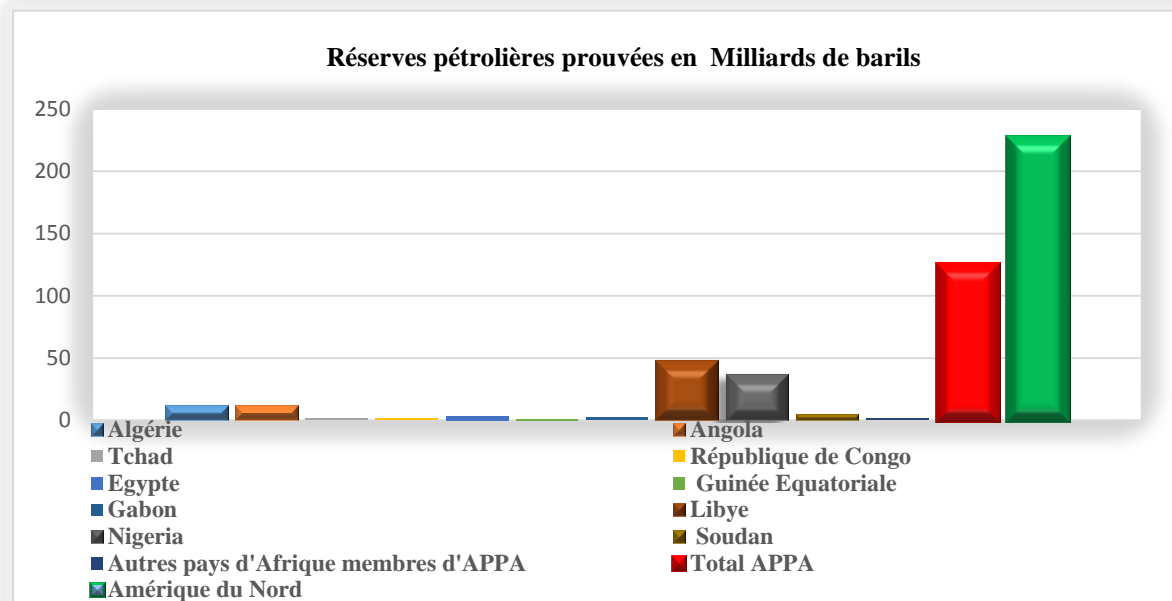
Le pétrole de la zone d'APPA est réputé en moyenne de bonne qualité pour la distillation de l'essence, ainsi de sa faible teneur en soufre, comme celui du Bonny light du Nigeria.

### **➤ Les réserves pétrolières prouvées**

Sur 128 milliards de barils de réserves du continent, la zone APPA en recèle plus de 125 milliards, soit plus de 98% des réserves totales (Statistical Review of World Energy, 2017). Dans cette zone, les durées de vie des gisements pétroliers diffèrent d'un pays à l'autre.

L'analyse de la figure N°1 révèle que les quatre premiers pays riches en termes de réserves prouvées en pétrole durant l'année 2016, sont : la Libye avec près de 48,36 Milliards de barils (37% des réserves totales des pays d'APPA), suivie par le Nigeria qui dispose d'importantes réserves dans la région de l'embouchure du Niger, avec plus 37 Milliards de barils (près de 29%) des réserves totales de la zone. Des gisements importants ont été découverts récemment sont en offshore profond ou très profond. En troisième position, vient l'Algérie dont les réserves prouvées sont estimées à 12,2 36 Milliards de barils et enfin l'Angola qui recèle 11,57 Milliards de barils pour la période concernée suite particulièrement aux découvertes faites au large de l'enclave.

**Figure N°1 : les réserves prouvées en 2016 au sein des pays d'APPA et d'Amérique du Nord**



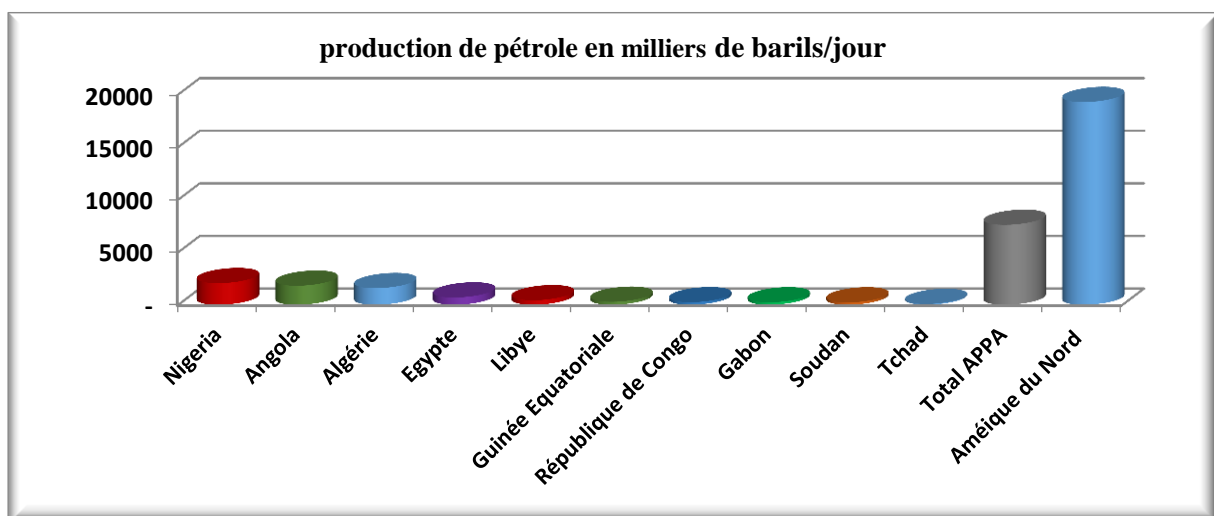
Source : Construit à partir des données de bp-statistical-review-of-world-energy-2017-underpinning-data 2016.

Quant aux réserves prouvées au Congo, au Gabon et au Tchad, elles sont limitées et les coûts de production offshore sont également élevés. Les réserves pétrolières prouvées de l'APPA sont largement inférieures à celles de l'Amérique du Nord qui s'élèvent à 227,5 Milliards de barils en 2016.

➤ **La production pétrolière**

Jusqu'au milieu des années 1960, le continent africain n'a produit qu'une part minime de la production mondiale de pétrole. Cependant, sur une période de cinq ans (1965-1970), la production pétrolière a triplé de 2,2 à 6,1 millions de barils par jour. (Statistical Review of World Energy, 2017).

**Figure N°2 : production pétrolières des principaux pays d'APPA et d'Amérique du Nord en 2016**



Source : Construit à partir des données de bp-statistical-review-of-world-energy-2017-underpinning-data 2016.

De manière globale, la production de pétrole en Afrique est focalisée sur la zone APPA avec un producteur majeur, le Nigeria qui contribue à plus de 26% (en 2016) à la production totale de la zone (2016), d'autres producteurs très significatifs (Algérie, Angola, Egypte) et des producteurs moyens (Congo, Gabon et Guinée Equatoriale).

Jusqu'à l'année 2012, la production totale de la zone continue de progresser en passant de 7,7 millions de barils par jour en 2000 à 9,2 millions de barils par jour en 2012, soit un taux d'évolution de l'ordre de 19,2 % supérieur au taux d'évolution de la production mondiale qui est de l'ordre de 15% sur la même période.

Pour l'année 2016, la production totale de l'association s'élève à 7596 milliers de baril/jour, la majeure partie de cette production provient de Nigéria, Angola et de l'Algérie.

Le Nigeria demeure le premier producteur de l'APPA. En 2016, sa production pétrolière est de l'ordre de 2,053 millions de barils par jour, soit plus de 28,11% de la production de la région.

Le deuxième pays producteur de la zone est l'Angola. Sa production, a commencé durant la colonisation portugaise dans l'enclave de Cabinda, est aujourd'hui en pleine croissance. Elle est estimée en 2016 à 1,8 millions de barils par jour soit près de 25% de la production totale de la zone.

La troisième position est détenue par l'Algérie, avec une production de 1,57 millions de barils par jour.

L'Egypte et la Libye viennent à la quatrième et cinquième position respectivement, avec une production de 691 000 et 426 000 barils par jour dans l'ordre. Cette production a connu une forte contraction à cause de l'instabilité politique survenue dans ces pays à partir de l'année 2012.

La Guinée Equatoriale quant à elle, détient une production de 280 000 barils par jour. Sa production a débuté d'une manière assez faible en 1992 et n'est devenue substantielle qu'en 1997. Plusieurs facteurs concourent à l'attraction du pétrole de la Guinée Equatoriale qui sont octroyés aux opérateurs, à savoir la facilité de transport du fait d'une zone maritime de 300.000 km<sup>2</sup>.

La production pétrolière de Gabon, qui été doublé vers la fin des années 1980, est stagnée à 227 000 barils par jour en 2016. La tenue de la production gabonaise s'explique par l'utilisation des techniques éprouvées de récupération sur des champs arrivés à maturité, et au développement des champs marginaux.

D'autres pays d'APPA considérés comme producteurs de pétrole à l'instar du Soudan, qui a commencé à produire du pétrole à partir de 1999. En 2016, il a réalisé une production de 222 000 barils par jour, et les gisements exploités se situent tous au sud du pays.

Enfin, la production pétrolière de Tchad est amorcée en 2003 avec 24 000 barils par jour passant à 73 000 barils par jour en 2016.

### **II-3- Présentation de la situation de la performance économique et institutionnelle des pays d'APPA**

Nous nous intéresserons dans ce point à l'étude des principales caractéristiques économiques et institutionnelles pour l'ensemble des pays d'APPA.

#### **➤ Performance économique**

La performance économique est mesurée à travers le taux de croissance économique (% de PIB et PIB par habitant). L'évolution de PIB sur la période d'étude est représentée sur la figure N°=3 pour toute la région APPA.

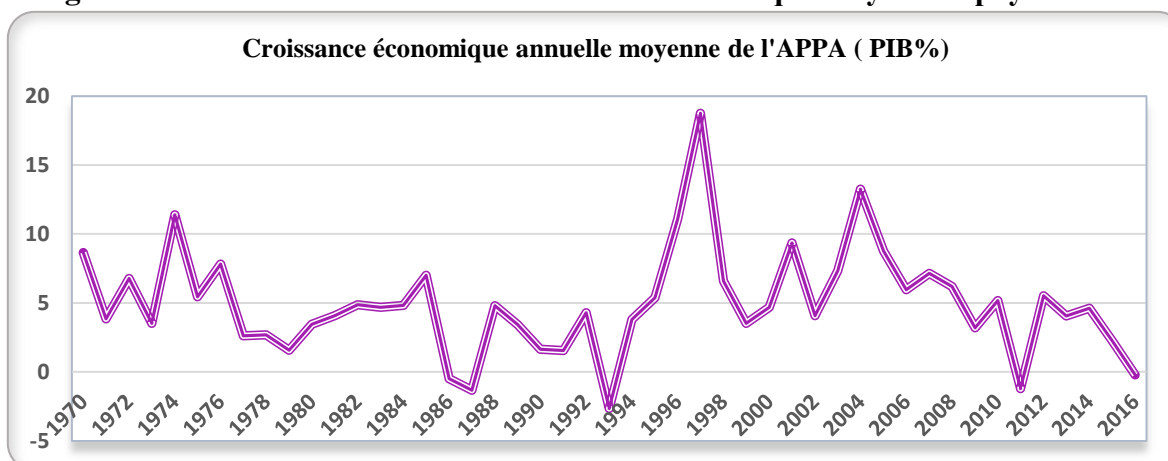
Durant une quinzaine d'années avant 2014, la quasi-totalité des pays africains en général et ceux d'APPA en particuliers, ont réalisé des taux de croissance économique très appréciables et dépassent dans certains cas les 5% à l'exception de la Libye et de l'Egypte. Ces deux pays

ont connu quelques perturbations sociopolitiques en 2011 (printemps arabe), ce qui a causé une chute brutale de PIB qui passe de 5% en 2010 à (-62)% en 2011 en Libye, ainsi que le PIB de l’Egypte a décroît de 5,14% à 1,77% sur la même période. De nombreux facteurs ont contribué à la réalisation de ces taux appréciables, notamment les prix élevés de pétrole et la disponibilité de capitaux d’investissement. Toutefois, au sein des marchés intérieurs, l’amélioration du climat macroéconomique engendrée par la réduction des dettes extérieures et des déficits des balances courantes et budgétaires, ainsi que la baisse des risques de conflits et les guerres civiles ont incontestablement été les moteurs fondamentaux de cette croissance.

Mais malheureusement cette évolution n’a pas persisté longtemps, à partir de mi- 2014, le contexte économique général de ces pays connaît un tournant moins adéquat, avec une croissance à la baisse, voir des décroissances notamment dans les pays les grands producteurs et exportateurs de pétrole. En effet le taux de croissance moyen pour l’ensemble des pays de la région a décroît à 1,44% en 2016 contre plus de 3% en 2015. La principale source de cette baisse constitue dans l’effondrement des cours des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Ce qui répercute ensuite sur beaucoup d’autres facteurs, cela implique donc que la croissance de ces pays n’est soutenable et effective d’une manière à réduire la pauvreté et à atténuer les conflits.

Dans ce cadre, les premières économies sur le plan de production et d’exportation de pétrole sont incontestablement les plus touchées. La dépendance économique aux revenus engendrés par l’exportation du pétrole rend un pays singulièrement vulnérable aux variations des prix sur les marchés mondiaux et aux chocs économiques de manière générale.

**Figure N°3 : Evolution de taux de croissance économique moyen des pays d’APPA**



Source : Données de la Banque mondiale -2016.

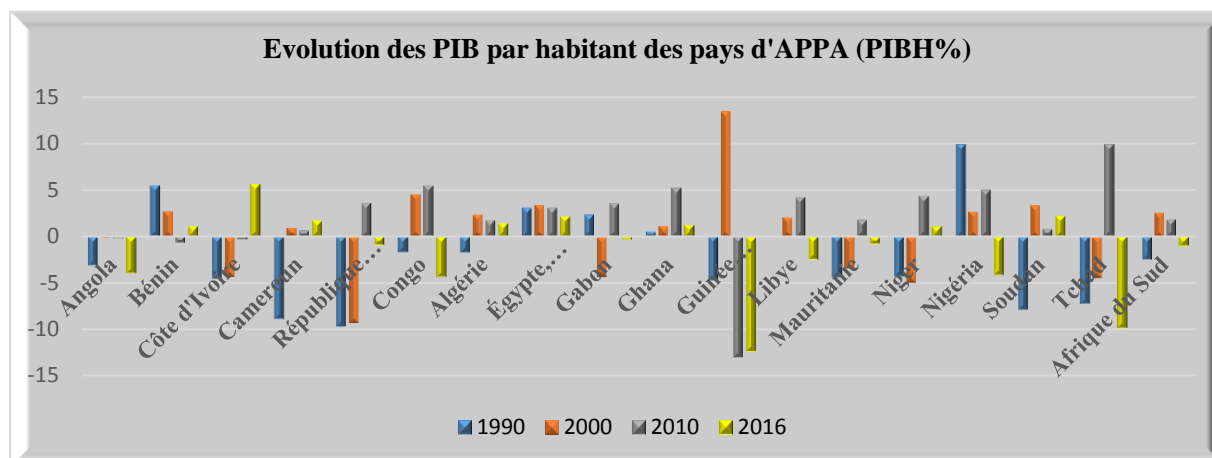
L’analyse de la situation économique de l’APPA révèle que les taux de croissance se caractérisent par des fluctuations considérables entre des périodes d’expansion et de récession. L’explication de ces fluctuations réside dans deux facteurs : l’abondance au pétrole et les guerres civiles. Ceci nous mène à penser que l’un de ces facteurs initiaux a conduit les pays de l’association sur un chemin institutionnel non favorable au développement.

S’agissant la crise financière de 2008, il est à relever que les facteurs qui ont permis à ces pays de résister aux contrecoups sont : un cadre fiscal favorable et une faible interconnexion économique avec l’extérieur (Zamfir, 2016).

Cependant, après plus de deux décennies (1990-2010) d’évolution favorable de l’économie de la région, cette dernière entre subitement dans une crise sans précédente à partir de mi- 2014, suite à la chute brutale des prix du pétrole. Ainsi, dans le secteur réel, le taux de croissance en volume de l’ensemble APPA a chuté de 5,77 % en 2012 à 1,44 % en 2016 (Jouanne, 2017). Au niveau des finances publiques, la dégradation est rapide puisque le solde budgétaire

consolidé de ces pays membres passe d'un excédent équivalent à 16 % du PIB en 2012 à un déficit de 11,4 % en 2016.

**Figure N°4 : Evolution de taux de croissance économique par habitant des principaux pays d'APPA sur la période 1990-2016**



Source : Données de la banque mondiale (1990-2016.)

Les performances économiques de la plus part des pays d'APPA ont été décevantes durant ces dernières années. Le PIB par habitant moyen de l'association passe de 2,05% à (-0,29)% entre 2010 et 2016, soit une baisse de plus de 163%. Toutefois, cette baisse n'est pas identique dans tous ces pays. Force est de constater que les grands producteurs de pétrole se placent à la traîne des pays de l'association. En effet, à l'exception de la Côte d'Ivoire qui a marqué l'évolution la plus surprenante en termes de PIB par habitant en 2016, soit 5,65%, du Soudan et du Benin, tous les pays de la région APPA ont enregistré une chute considérable, particulièrement, le Nigéria, l'Angola, la Libye, le Congo et le Tchad, qui enregistrent des taux en dessous de ceux des années 1990. Signalons que la Guinée Equatoriale a réalisé dans l'année 2000 un PIB par habitant florissant et le plus élevé en Afrique, soit 13,52%. Aujourd'hui, ce pays malgré ses richesses naturelles, son niveau de croissance par tête est passé bien en dessous de ceux de tous les pays de l'association, soit (-12,36%).

Le Nigeria représente le meilleur exemple de pays pétrolier ayant enregistré de mauvaises performances économiques. Premier producteur du continent africain, et deuxième plus riche en réserves prouvées après la Libye. Occupe les dernières places dans le classement des nations les plus riches du monde. D'après le classement mondial du PNUD selon l'Indicateur du développement humain (IDH), le Nigeria se situe dans le 152<sup>ème</sup> rang sur 188 pays étudiés en 2016, et dans le 22<sup>ème</sup> rang africain. (Agence Ecofin, 2017). En 1990, le taux de croissance économique par habitant s'élevait à 9,89% contre 3,4% en 2000, alors que les revenus pétroliers ont atteint en cette année 171\$ par tête. Ce qui justifie donc que les revenus pétroliers accumulés, n'ont pas servi à l'amélioration du niveau de vie de la population.

La performance de l'Angola n'est pas aussi favorable, alors que les revenus pétroliers rapportant au PIB s'améliorent durant ces années, le taux de croissance économique par habitant se détériore d'une période à une autre pour atteindre une décroissance de près de 4% en 2016.

L'analyse comparative des pays pétroliers, fait ressortir donc que l'évolution conjoncturelle opposée qu'ont enregistré les pays d'APPA au cours de ces trente dernières années nous amène à penser qu'il n'est possible pour les pays membres de maintenir dans le long terme une croissance durable du PIB nécessaire à un développement satisfaisant. Ainsi, dans le secteur réel, le taux de croissance en volume de l'ensemble APPA a chuté de 5,77 % en 2012



à 1,44 % en 2016. Au niveau des finances publiques, la dégradation est rapide puisque le solde budgétaire consolidé de ces pays membres passe d'un excédent équivalent à 16 % du PIB en 2012 à un déficit de 11,4 % en 2016.

L'année 2016 est donc caractérisée par une confrontation à des situations opposées qui persiste à l'échelle régionale et mondiale, la croissance économique de quasi-totalité des pays d'APPA a continué de dégringoler. En effet, ce ralentissement est imputé notamment à la chute des cours internationaux de pétrole, la dégradation de la conjoncture internationale et l'étouffement progressif de l'économie chinoise, en ajoutant également l'impact important du printemps arabe exacerbés par le conflit qui se poursuit en Libye. Les politiques budgétaires, monétaires et de change sont hétérogènes d'un pays à l'autre selon leur solidité et leur résilience. En effet, les pays doués de politiques plus coordonnées ayant été plus de résister aux chocs.

S'agissant des comptes courants, on enregistre des déficits en 2016, mais moins prononcés qu'en 2015 en conséquence de l'amélioration des cours des produits de base amorcés vers la fin 2016.

### ➤ Performance institutionnelle

Les performances en matière de gouvernance ou institutionnelle reflètent l'aptitude des gouvernements et autres institutions publiques à obtenir des résultats et à satisfaire les attentes des citoyens en termes de biens publics, des services et d'opportunités économiques.

Au cours des années 1990, le risque de conflit interne, des guerres civiles dans les pays africains en général, et dans plusieurs des pays d'APPA en particulier n'était pas frappant, les populations réunissaient leurs forces et focalisaient leur concentration pour faire face à la pauvreté, et atténuer les effets de la sécheresse. La situation précaire, mais calme dans cette zone sera aussitôt contrebalancée par l'instabilité du gouvernement à travers un enchaînement de coups d'état et de conflits sociaux. La pauvreté et le chômage élevés vont accroître les menaces de déstabilisations des gouvernements produisant ainsi la dégradation des systèmes politiques et institutionnels.

Dans le cadre de l'analyse de la situation institutionnelle au sein des pays d'APPA, plusieurs indicateurs permettent de mesurer la qualité de la gouvernance de ces pays. Ainsi nous avons essayé dans cette sous-section de faire le point sur l'étude de certains indicateurs de gouvernance. Les indicateurs retenus provenant de la base de Kaufman et al. (2007) sont construits sur une échelle entre -2,5 (faible qualité des institutions) et +2,5 (meilleure qualité des institutions), où bien un résultat élevé représente un climat avec une bonne gouvernance.

Le tableau N°1 illustre les indicateurs de gouvernance présentés par les pays d'APPA durant l'année 2016.

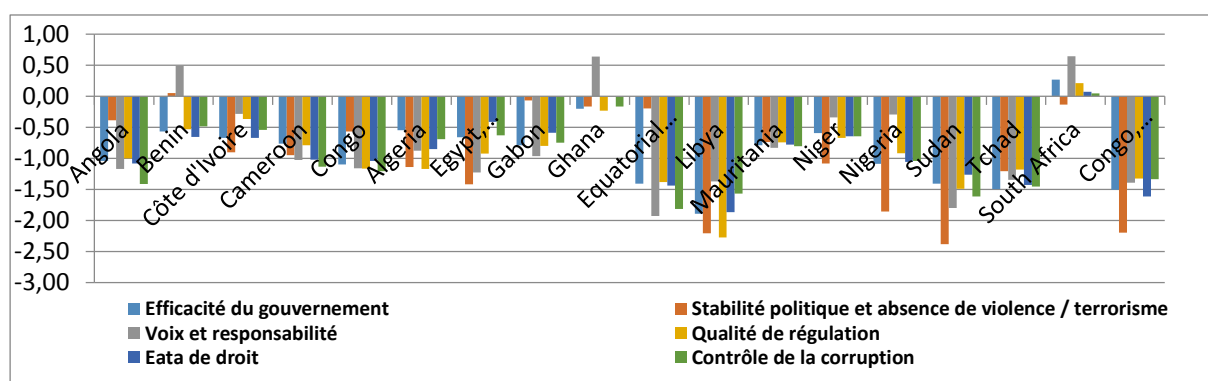
**Tableau N°1 : Les indicateurs de gouvernance des pays d'APPA en 2016**

| Pays/<br>Indicateur | Efficacité du<br>gouvernement | Stabilité<br>politique et<br>absence de<br>violence | Voix et<br>responsabilité | Qualité<br>de<br>régulation | Etat<br>de droit | Contrôle<br>de la<br>corruption |
|---------------------|-------------------------------|---|---------------------------|-----------------------------|------------------|---------------------------------|
| Angola              | -1,04                         | -0,39   | -1,17                     | -1,00                       | -1,08            | -1,41                           |
| Benin               | -0,57                         | 0,05  | 0,50                      | -0,53                       | -0,65            | -0,48                           |
| Côte d'Ivoire       | -0,67                         | -0,90   | -0,28                     | -0,36                       | -0,67            | -0,54                           |
| Cameron             | -0,76                         | -0,95   | -1,03                     | -0,79                       | -1,02            | -1,14                           |
| Congo               | -1,10                         | -0,57   | -1,16                     | -1,17                       | -1,04            | -1,21                           |
| Algérie             | -0,54                         | -1,14   | -0,88                     | -1,17                       | -0,85            | -0,69                           |

|                           |       |       |       |       |       |       |
|---------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| <b>Egypt.</b>             | -0,66 | -1,42 | -1,23 | -0,92 | -0,41 | -0,63 |
| <b>Gabon</b>              | -0,79 | -0,07 | -0,96 | -0,80 | -0,58 | -0,75 |
| <b>Ghana</b>              | -0,20 | -0,16 | 0,64  | -0,23 | 0,00  | -0,17 |
| <b>G-<br/>Equatoriale</b> | -1,41 | -0,19 | -1,93 | -1,38 | -1,44 | -1,81 |
| <b>Libye</b>              | -1,89 | -2,21 | -1,37 | -2,27 | -1,87 | -1,57 |
| <b>Mauritanie</b>         | -0,79 | -0,74 | -0,83 | -0,74 | -0,78 | -0,80 |
| <b>Niger</b>              | -0,59 | -1,08 | -0,34 | -0,67 | -0,64 | -0,64 |
| <b>Nigeria</b>            | -1,09 | -1,85 | -0,30 | -0,92 | -1,05 | -1,04 |
| <b>Soudan</b>             | -1,41 | -2,38 | -1,80 | -1,49 | -1,26 | -1,61 |
| <b>Tchad</b>              | -1,49 | -1,21 | -1,34 | -1,18 | -1,43 | -1,45 |
| <b>Afrique de<br/>sud</b> | 0,27  | -0,13 | 0,64  | 0,21  | 0,07  | 0,05  |
| <b>R. D de<br/>Congo</b>  | -1,51 | -2,20 | -1,39 | -1,32 | -1,61 | -1,33 |

Source : Construit par les auteurs à partir de données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update.

Figure N°5 : Représentation les indicateurs de gouvernance des pays d'APPA en 2016



Source : Construit par les auteurs à partir de données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update.

D'après la figure N°5, l'analyse de la qualité de la gouvernance, tant sur le plan, des performances que des processus et politiques réglementaires institutionnelles dans les pays d'APPA pour l'année 2016, révèle des piètres résultats en terme de la spécificité de chacun des pays. A ce titre, les valeurs des indicateurs de gouvernance sont très peu améliorées et sont tous loin de La moyenne (2,5), ainsi que la valeur moyenne de chacun de ces indicateurs est négative.

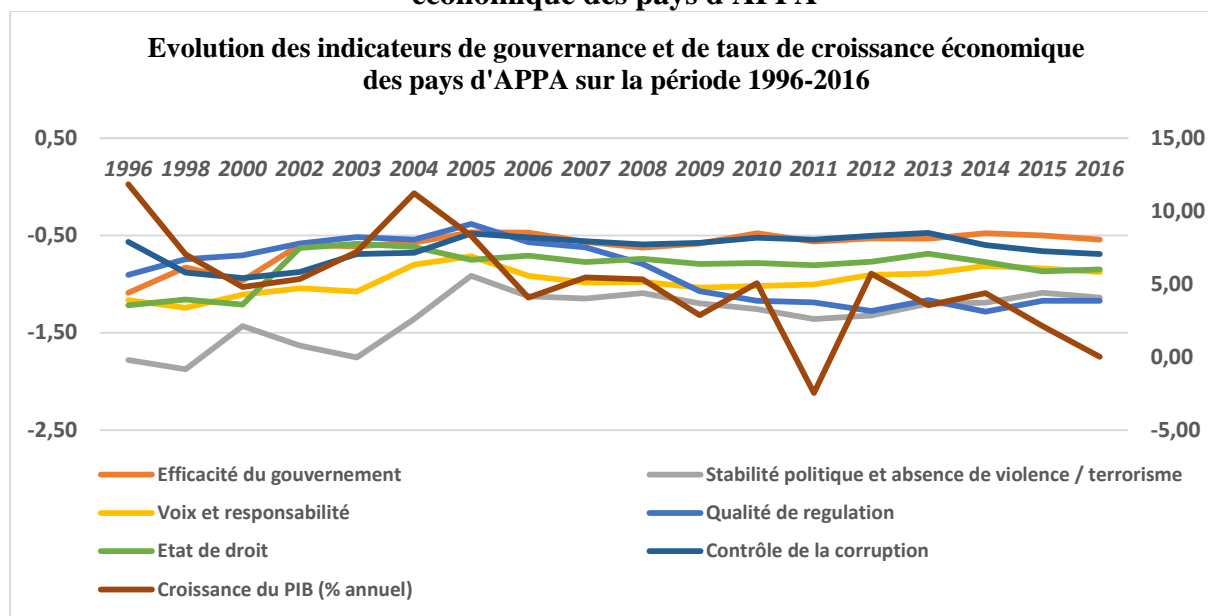
En 2016, la quasi-totalité des indicateurs de la gouvernance de ces pays sont mauvais, à l'instar du contrôle de la corruption, de la stabilité politique et de l'Etat de droit.

Les pays ayant enregistré les indicateurs de gouvernance les plus faibles, sont la Libye, le Soudan, la République Démocratique de Congo, le Nigéria, et dans une moindre mesure l'Algérie, l'Egypte, le Tchad, la Cote d'Ivoire et l'Angola. Par contre les pays les mieux classés en matière de gouvernance et ayant enregistré des valeurs très marquantes de ces indicateurs sont : le Ghana, le Benin et l'Afrique de sud, particulièrement en termes de Voix et Responsabilité.

En matière de contrôle de la corruption, la Guinée Equatoriale, la Lybie, le Soudan, le Tchad, l'Angola et le Congo occupent les derniers rangs dans l'association. En 2016, le niveau de la corruption à la Guinée Equatoriale est évalué à (-1,81), contre (-1,61) au soudan

et (-1,57) en Libye. Tandis que l’Afrique de sud, le Benin et le Ghana, ils sont les seuls pays de la région qui enregistrent des valeurs plus favorables, voir positive en termes de gouvernance.

**Figure N°6 : Evolution des indicateurs de gouvernance et de taux de croissance économique des pays d'APPA**



Source : Construit par les auteurs à partir de données des données de The Worldwide Governance Indicators 2017 Update et des données de World Bank data base (2017).

L’analyse de graphique indique que l’évolution de niveau des indicateurs de gouvernance oscille entre -1,5 et -0,5 en général, et la stabilité politique et absence de violence en particulier qui enregistre des taux très faibles tout au long de la période étudiée.

Ainsi l’indicateur mesurant la qualité de régulation, après avoir enregistré une petite reprise en 2015, il a subi une chute brutale sur le reste de la période simultanément avec la baisse de taux de croissance économique.

Quant aux autres indicateurs, leurs fluctuations sont non considérables au cours de la période, ce qui traduit que la croissance économique est beaucoup plus influencée par les deux indicateurs de gouvernance (stabilité politique et absence de violence et qualité de régulation).

Cette analyse mis en évidence une relation positive entre le taux de croissance économique et le niveau de la qualité de régulation et de la stabilité politique dans les pays d’APPA.

### III- Analyse empirique du cadre institutionnel des pays d’APPA par la méthode ACP

Notre objectif principal de cette section est de visualiser la gouvernance, entre les pays d’APPA, par le biais d’une projection dans l’espace de l’ensemble des composantes de la gouvernance qui résume au mieux les informations contenues dans ces indicateurs. Cette étape est essentielle pour avoir une idée sur la nature des systèmes de gouvernance mis en place dans ces pays, mais aussi pour saisir les facteurs institutionnels qui participent à l’amélioration ou à la détérioration de ces systèmes. Pour synthétiser les données multidimensionnelles, nous faisons appel généralement à l’Analyse en Composantes Principales (ACP).

L’application de l’ACP permet de décrire simultanément les liaisons existantes entre les différents indicateurs de gouvernance retenus qui mesurent la qualité des institutions et de la gouvernance des pays d’APPA et les similitudes entre ces pays.

L'ACP est une technique qui permet d'obtenir un plan des unités d'observations en fonction de leur proximité et de leur corrélation. Les représentations de l'ACP seront effectuées à l'aide du logiciel EXCEL STAT 2013.

### III-1- Choix factoriel des variables à exploiter

Les composantes principales représentées par les différentes variables sont indépendantes les unes des autres et se croisent au centre d'un nuage de points correspondant aux individus statistiques dispersés dans un espace, dont le nombre de dimensions est égal au nombre de variables ou indicateur.

L'examen du tableau N°2 des valeurs propres montre que l'on peut se limiter à l'extraction des deux premières composantes principales qui permettent de prendre en compte environ 92,25% de l'inertie totale.

**Tableau N°2 : Valeurs propres des composantes principales**

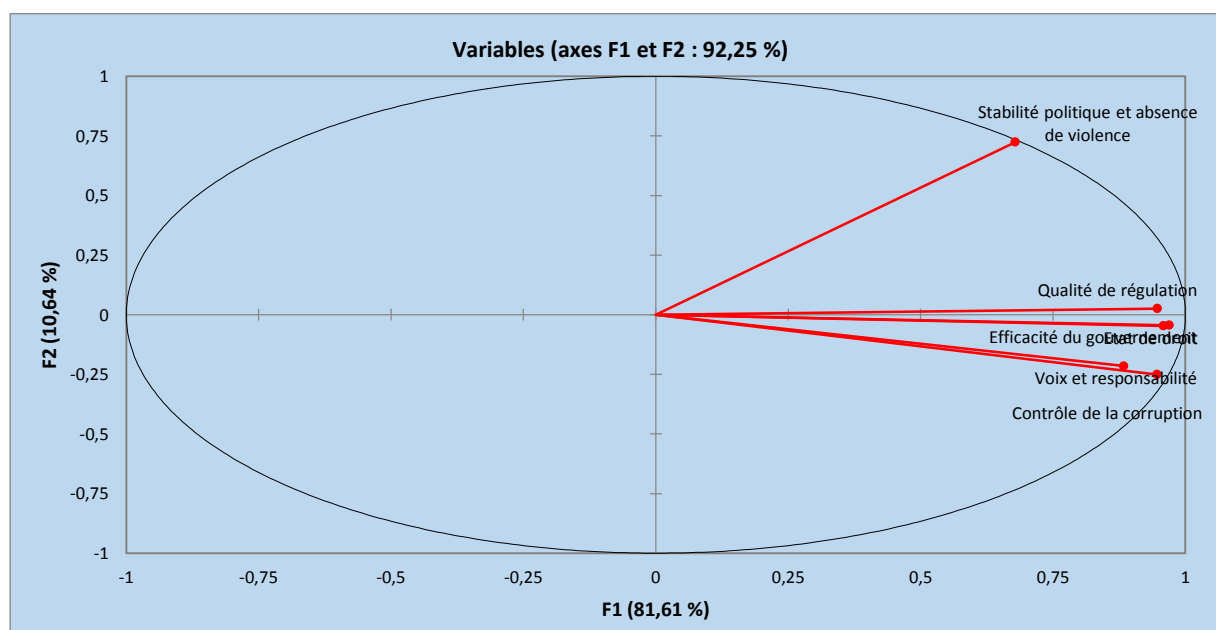
|                        | F1     | F2     | F3     | F4     | F5     | F6      |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| <b>Valeur propre</b>   | 4,897  | 0,638  | 0,258  | 0,130  | 0,042  | 0,035   |
| <b>Variabilité (%)</b> | 81,613 | 10,640 | 4,302  | 2,170  | 0,697  | 0,577   |
| <b>% cumulé</b>        | 81,613 | 92,253 | 96,555 | 98,725 | 99,423 | 100,000 |

Source : Etabli par les auteurs à partir des données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update à l'aide de l'outil Excel stat 2013.

Dans notre étude, le premier axe de l'ACP correspondant à la première valeur propre est prépondérant, concentre à lui seul plus de 81% de l'ensemble de l'information ou bien capte plus de 81% de la dispersion du nuage de points dans l'espace vectoriel à six dimensions qui nous intéresse. Cependant, le second axe factoriel en regroupant 10,64%, donc 92,25% de la variance est expliqué par ces deux premiers axes. On peut donc se contenter de retenir ces deux axes extraits pour l'analyse, l'information contenue sur les 4 autres restants pouvant être considérée comme résiduelle.

L'exécution de l'ACP normée permet d'avoir sur le premier plan factoriel les résultats suivants :

**Figure N°7 : Résultat de l'ACP des composantes sur les variables institutionnelles**



**Source : Etabli par les auteurs à partir des données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update à l'aide de l'outil Excel stat 2013.**

L'analyse de la figure N°7 conduit à identifier deux (2) principaux groupes de variables inversement corrélées. Le premier groupe est constitué des variables : qualité de la régulation, efficacité du gouvernement, voix et responsabilité, Etat de droit et contrôle de la corruption. Cependant, Le deuxième groupe est composé uniquement de la variable stabilité politique et absence de violence.

Ainsi, le premier axe factoriel fait ressortir le caractère institutionnel pour l'ensemble des pays qui composent notre échantillon.

L'observation de la figure N°7 des composantes permet de confirmer que l'ensemble des variables se situent le plus à droite du plan. Une seule variable est écartée : c'est celle qui représente la stabilité du gouvernement.

### **III-2- Identification des composantes institutionnelles les plus importantes dans la mesure de la gouvernance globale**

Dans l'optique de la détermination des variables prépondérantes, il importe d'observer quelles sont les contributions des six variables à l'inertie des axes factoriels.

En complément des représentations graphiques, nous nous référons au tableau de la matrice des composantes pour examiner les principales variables qui concourent à la formation des deux premiers axes :

**Tableau N°3 : Contributions des variables (%)**

|  | F1     | F2     | F3     | F4     | F5     | F6     |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Efficacité du gouvernement                 | 19,202 | 0,307  | 11,151 | 0,803  | 58,357 | 10,180 |
| Stabilité politique et absence de violence | 9,416  | 82,132 | 3,598  | 3,791  | 0,005  | 1,058  |
| Voix et responsabilité                     | 15,962 | 7,272  | 65,021 | 0,032  | 0,163  | 11,551 |
| Qualité de régulation                      | 18,338 | 0,102  | 0,776  | 74,661 | 0,691  | 5,433  |
| Etat de droit                              | 18,771 | 0,347  | 19,439 | 4,417  | 40,775 | 16,251 |
| Contrôle de la corruption                  | 18,312 | 9,839  | 0,015  | 16,296 | 0,010  | 55,528 |

**Source : Etabli par les auteurs à partir des données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update à l'aide de l'outil Excel stat 2013.**

En fait, l'analyse de la corrélation de chaque facteur retenu avec les six variables permet de déterminer leur signification concrète. En effet, en projetant orthogonalement les vecteurs sur l'axe 1, on constate des corrélations positives avec les variables de qualité de la régulation, efficacité du gouvernement, voix et responsabilité, Etat de droit et contrôle de la corruption.

Donc les variables qui le forment par combinaison linéaire sont rangées dans un seul côté de l'axe horizontal du diagramme des composantes, selon l'importance de leur contribution à la formation de l'axe.

Dès lors, le deuxième axe (vertical) est, par construction, celui qui vient en second quant à la quantité d'information capturée dans la base de données, on trouve la variable stabilité politique et absence de violence, cette variable mesure la stabilité de pouvoir et présence de l'Etat sur le plan politique et institutionnel.

**Tableau N°4 : Contribution des variables actives de l'ACP à la formation de l'axe 1**

| Libellé de la variable                     | Coordonnées sur F1 |
|--|--------------------|
| Efficacité du gouvernement                 | 0,970              |
| Stabilité politique et absence de violence | 0,679              |
| Voix et responsabilité                     | 0,884              |
| Qualité de régulation                      | 0,948              |

|                           |       |
|---------------------------|-------|
| Etat de droit             | 0,959 |
| Contrôle de la corruption | 0,947 |

Source : Etabli par les auteurs à partir des données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update à l'aide de l'outil Excel stat 2013.

**Tableau N°5 : Contribution des variables actives de l'ACP à la formation de l'axe 2**

| Libellé de la variable                     | Coordonnées sur F2 |
|--|--------------------|
| Efficacité du gouvernement                 | -0,044             |
| Stabilité politique et absence de violence | 0,724              |
| Voix et responsabilité                     | -0,215             |
| Qualité de régulation                      | 0,026              |
| Etat de droit                              | -0,047             |
| Contrôle de la corruption                  | -0,251             |

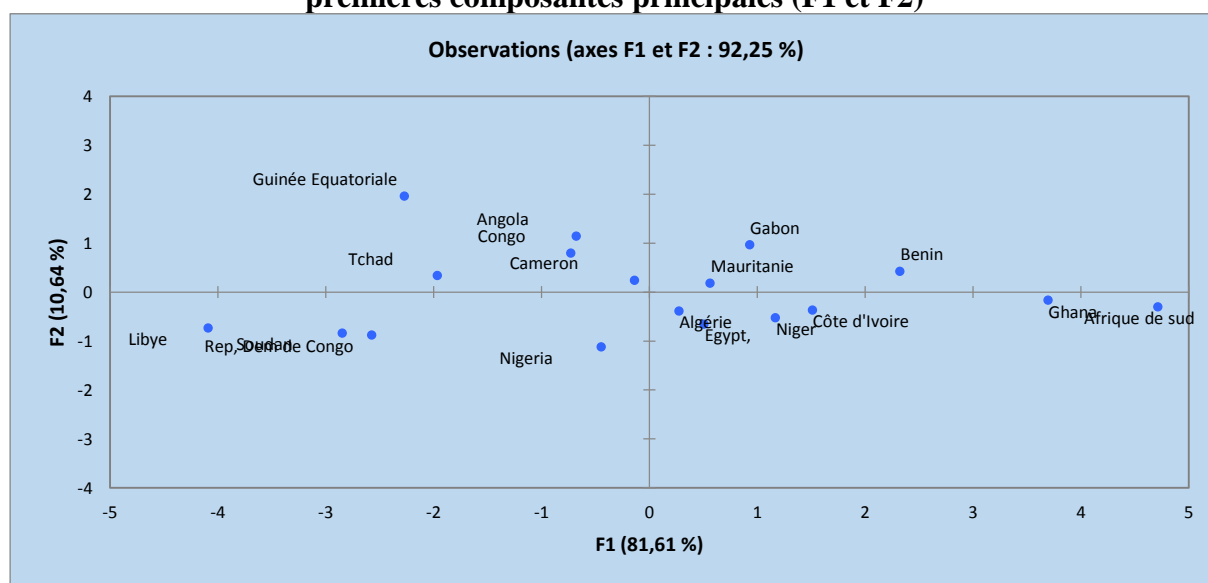
Source : Etabli par les auteurs à partir des données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update à l'aide de l'outil Excel stat 2013.

### III-3- Analyse empirique des configurations institutionnelles

Pour mieux traduire notre ACP, on projette les pays sur le plan factoriel défini par les deux axes principaux. Le positionnement de chaque variable dans le diagramme des composantes va nous permettre d'interpréter la figure ci-dessous et de définir une typographie des espaces sur le premier plan factoriel issu de l'ACP. En d'autres termes, il s'agit de donner un sens aux deux axes principaux à partir des coordonnées des variables et des individus. Ce sont les éléments extrêmes qui concourent à l'élaboration des axes.

La figure N°8 représente la projection des 18 pays sur le plan formé par les deux premiers axes qui sont, par définition, ceux qui captent le plus d'information contenue dans l'ensemble de la base.

**Figure N°8 : Représentation des 18 pays sur le plan factoriel défini par les deux premières composantes principales (F1 et F2)**



Source : Etabli par les auteurs à partir des données de The Worldwide Governance Indicators, 2017 Update à l'aide de l'outil Excel stat 2013.

L'analyse des axes factoriels permet de déterminer les caractéristiques institutionnelles les plus significatives des pays étudiés.

Le premier axe principal semble opposer deux types de modalités de gouvernance. Cet axe reflète le degré "de bonne qualité de gouvernance ou de mauvaise qualité de gouvernance. Sur la gauche, on relève des pays caractérisés par des modalités de gouvernance qui souffrent de la faiblesse de leurs institutions, ou bien leurs caractéristiques institutionnelles sont moins importantes, qui sont donc des pays caractérisés par une qualité de gouvernance faible, comme le Nigéria, l'Angola, le Cameroun et le Tchad. Les pays les plus à gauche sur le graphique sont principalement la République Démocratique de Congo, le Soudan et la Libye, ces pays souffrent d'une très mauvaise qualité institutionnelle.

Alors que sur la droite, on constate les pays où ces critères sont essentiellement satisfaits et donc sont censés avoir une bonne gouvernance, si on se rapproche vers la droite on retrouve principalement le Bénin, le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Niger, avec un point surprenant celui de l'Afrique de sud, une autre présence significative dans ce côté est celle de Ghana juste après l'Afrique de sud. Ces deux pays sont donc des pays qui sont les derniers en termes de possession de ressources pétrolières, mais dotés d'une qualité de gouvernance proche de celle des pays avancés.

Le deuxième axe principal représenté par la stabilité politique et absence de violence. Le volet de la gouvernance qui différencie le plus les pays est le volet politique et donc la variable de la stabilité politique. Plus précisément, ce deuxième axe oppose des systèmes de gouvernance soumis à des instabilités de leur gouvernements par rapport à des pays qui bénéficient d'une certaine stabilité gouvernementale alors que les autres composantes de la gouvernance sont faiblement représentées sur cet axe voire inexistantes.

En haut de cet axe, on relève des pays caractérisés par une stabilité politique remarquable, tel que l'Angola, le Congo, le Gabon et plus particulièrement la Guinée Equatoriale. Vers le bas de l'axe, on trouve essentiellement l'Egypte, la Libye et le Nigéria. Ces pays sont caractérisés par une instabilité politique ou de gouvernement et des guerres civiles qui reflètent la violence de peuple.

Au final, pour décrire la gouvernance dans la zone d'APPA, nous avons focalisé notre attention sur ces pays dans le but de déterminer leurs niveaux de gouvernance et leurs caractéristiques.

Au regard des résultats obtenus, ces pays apparaissent très hétérogènes, notamment entre les grands producteurs et les petits producteurs de pétrole. Dans ce contexte l'Afrique de sud et le Ghana qui se placent dans les dernières places des pays d'APPA en termes de dotation de pétrole, sont caractérisés par une bonne qualité de gouvernance. Cependant, les premiers pays producteurs, tel que la Libye, le Nigéria, l'Angola, la République Démocratique de Congo et la Guinée Equatoriale leur, qualité de gouvernance est jugée mauvaise.

De même, à l'intérieur de la zone d'APPA, on observe une nette différence du point de vue de la qualité de gouvernance, entre les pays possédants des quantités infimes de pétrole (Afrique de sud, Ghana, Bénin et Mauritanie) et ceux qui en sont riches (Nigéria, Angola, Algérie, Guinée Equatoriale ...). La raison en est que les revenus procurés par les ressources de ces derniers, qui vont directement dans « les poches des gouvernements », dépendent moins d'un contexte favorable à l'activité économique et commerciale que de l'exploitation des ressources pétrolières. Ceci réduit bien évidemment leurs incitations à renforcer les mécanismes de responsabilités démocratiques.

En définitive, ce qu'on peut retirer de cette analyse, c'est que notre ACP nous permet de distinguer entre trois groupes de pays. Le premier est marqué par une qualité de gouvernance favorable et une richesse pétrolière très timide avec une présence remarquable de l'Afrique de sud. Le deuxième est marqué par une mauvaise qualité de gouvernance et riche en pétrole, particulièrement pour le cas de la Libye. En effet, le troisième se caractérise par sa richesse en ressources pétrolières et une qualité de gouvernance moins favorable, mais marqué par la présence de la stabilité politique et absence de violence (le cas de la Guinée Equatoriale). Ces

positions sont nuancées par une analyse décomposée autour des six dimensions de la gouvernance. Les deux axes factoriels nous ont permis d'identifier les volets de la gouvernance qui ont pesé le plus dans l'explication des différences de gouvernance dans la zone d'APPA.

## **Conclusion**

Tout au long de cette étude, nous avons mené une réflexion autour de la dynamique et de l'impact de la dotation des ressources pétrolières sur le processus économique et institutionnel des pays d'APPA.

Nous avons entamé notre analyse par une revue de littérature qui illustre les différents avis sur l'impact des ressources naturelles sur la croissance économique en relation avec le mode de gouvernance. Ensuite, nous avons passé à l'analyse des performances économique et institutionnelles des pays d'APPA. L'examen du potentiel pétrolier de ces pays, relève que le Nigéria, l'Angola, la Lybie et l'Algérie se placent dans les premiers rangs en termes de production et de réserves pétrolières prouvées dans l'association, et que le pétrole leur présente un facteur incontournable dans leur économie. Ainsi nous avons constaté qu'en dépit des bénéfices considérables engendrés par le secteur pétrolier, la quasi-totalité des pays d'APPA sont caractérisés par des faibles performances économiques et institutionnelles. En effet, après avoir enregistré une petite amélioration durant la période 1999-2014 en termes de croissance économique, ces dernières années, la majorité des pays ont réalisé des performances économiques décevantes. Ainsi, en 2016, le PIB par habitant a connu un taux qui est en dessous de son niveau des années 1990. L'étude empirique du cadre institutionnel de ces pays en utilisant la méthode ACP, montre que les pays les plus nantis en pétrole enregistrent les qualités institutionnelles les plus défavorables dans l'association, tel que la Lybie et le Nigéria. Tandis que les pays qui se placent dans la traîne de la région en termes de dotation de pétrole, enregistrent des qualités de gouvernance très favorables, à l'instar du Ghana et de l'Afrique de sud.

Deux principales conclusions peuvent être tirées de cette étude. Tout d'abord, nous constatons que les pays d'APPA sont extrêmement vulnérables aux revenus tirés de l'exportation des ressources pétrolières en dépendant fortement de la volatilité de leurs prix, ce qui conduit dans la plus part des cas à l'instabilité de leur croissance économique. Donc, il est indispensable à ces pays de réduire leur dépendance envers les ressources pétrolière en particulier et les ressources naturelles en générale pour assurer leur durabilité économique principalement grâce à la diversification des sources. De plus, au terme de relation entre l'abondance en ressources pétrolières et la qualité des institutions, nous observons que le niveau insuffisant de la qualité institutionnelle de la plupart des pays d'APPA ne permet pas d'obtenir une interaction positive entre ces ressources et la qualité institutionnelle. Ce qui implique, qu'il faut disposer de bonnes institutions, pour que les ressources pétrolières soient bénéfiques à ces pays.

## **Références :**

Agence Ecofin. (2017, Mars 24). « Le classement des pays africains dans l'édition 2016 de l'indice de développement humain du PNUD ». Consulté le Janvier 10, 2018, sur <https://www.agenceecofin.com/economie/2403-45994-le-classement-des-pays-africains-dans-l-edition-2016-de-l-indice-de-developpement-humain-du-pnud>



- Alexandre Fortier, L. (2014). L'aide au développement accentue-t-elle la malédiction des ressources dans les pays africains ? » ; Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise en sciences (M. Sc.). HEC Montréal.
- Bensafta, K. M. (2016, Octobre). *Peut-on échapper à la Malédiction des Ressources Naturelles? Le cas de l'Economie Algérienne*. Consulté le Mars 20, 2018, sur <https://www.researchgate.net/publication/311645789> PDF
- JOANNE, D. (2017). *Economies Africaines*. (A. Ecofin, Producteur) Consulté le Avril 15, 2018, sur <http://www.economiesafricaines.com>
- Louis Marie, P. (2009). Rente naturelle et institutions. Les Ressources Naturelles : Une " Malédiction Institutionnelle " ? CERDI, Etudes et Documents.
- Mabali, A. (2018). Quatre essais sur les effets des rentes des ressources naturelles dans les pays en développement », Economies et finances. Clermonte Ferrand: Université d'Auvergne.
- Mesbahi, F. (2018). Impact de la volatilité des prix du pétrole sur la croissance économique », Etude économétrique de l'Algérie (1974-2016) », Thèse de Doctorat. Faculté des sciences économiques, commerciales et sciences de gestion, Tlemcen: Université Abou Bekr Belkaid.
- Moshiri, S., & Hayati, S. (2017). Natural Resources, Institutions Quality, and Economic Growth; A Cross-Country Analysis. *revue Iran Econ*.
- Munier, F. (2016). *Géopolitique du pétrole : l'Afrique terrain de bataille*. Consulté le 02 10, 2018, sur <https://www.diploweb.com/Geopolitique-du-petrole-l-Afrique.html>
- Statistical Review of World Energy*. (2017). Consulté le Mars 2018, 2018, sur <https://www.bp.com/en/global/corporate/energy-economics/statistical-revi>
- Zamfir, J. (2016). *Croissance économique «Décollage ou Ralentissement»*. Consulté le October 14, 2018, sur <http://www.europarl.europa.eu/Reg>